ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE DU NOUVEAU-BRUNSWICK
Troisième session, 57e législature

FEUILLETON ET AVIS, Jour de séance 12
le vendredi 14 décembre 2012

AFFAIRES COURANTES

Prière
Condoléances et messages de sympathie *(préavis au président)*
Présentation d'invités
Félicitations et hommages (10 minutes)
Présentation de pétitions
Réponse aux pétitions et aux questions écrites
Présentation des rapports de comités
Dépôt de documents
Déclarations de ministres
Déclarations de députés (10 minutes)
Questions orales (30 minutes)
Dépôt de projets de loi
Avis de motion
Avis d'affaires émanant de l'opposition
Motions ministérielles sur l'ordre des travaux de la Chambre
Ordre du jour

ORDRE DU JOUR

PROJETS DE LOI D'INITIATIVE MINISTÉRIELLE ET ORDRES MINISTÉRIELS

COMITÉ PLÉNIER

2, *Loi concernant la réforme de l'impôt foncier.* L'hon. M. Fitch.
3, *Loi concernant la Loi sur la prestation de services régionaux.* L'hon. M. Fitch.
5, *Loi modifiant la Loi sur les véhicules à moteur.* L'hon. M. Trevors.
15, *Loi modifiant la Loi sur le Conseil exécutif.* L'hon. M. P. Robichaud.

16, *Loi modifiant la Loi de la taxe sur le tabac.* L'hon. M. Higgs.
17, *Loi modifiant la Loi de la taxe sur l'essence et les carburants.* L'hon. M. Higgs.
18, *Loi modifiant la Loi sur l'administration financière.* L'hon. M. Higgs.
19, *Loi sur le financement communautaire.* L'hon. M. Fitch.
20, *Loi modifiant la Loi sur les prestations de pension.* L'hon. M^{me} Blais, c.r.
21, *Loi modifiant la Loi sur la tutelle des enfants.* L'hon. M^{me} Blais, c.r.

PROJETS DE LOI DEVANT RECEVOIR LA SANCTION ROYALE

4, *Loi modifiant la Loi sur les produits naturels.* L'hon. M^{me} Blais, c.r.
6, *Loi modifiant la Loi sur le paiement des services médicaux.* L'hon. M. Flemming, c.r.
9, *Loi modifiant la Loi électorale.* L'hon. M. P. Robichaud.
10, *Loi modifiant la Loi concernant les statistiques de l'état civil.* L'hon. M^{me} Stultz.
11, *Loi modifiant la Loi sur l'accès et la protection en matière de renseignements personnels sur la santé.* L'hon. M. Flemming, c.r.
22, *Loi supplémentaire de 2011-2012 (1) portant affectation de crédits.* L'hon. M. Higgs.

PROJETS DE LOI D'INTÉRÊT PRIVÉ DONT LA DEUXIÈME LECTURE EST ORDONNÉE

12, *Loi concernant la Convention des Églises baptistes de l'Atlantique.* M. Steeves
13, *Loi relative à la gouvernance de la Ville de Saint John.* M. Killen.

COMITÉ DES SUBSIDES

Budget de capital, 2013-2014
Budget supplémentaire, Volume I, 2011-2012 (adopté le 12 décembre 2012)

MOTIONS ÉMANANT DU GOUVERNEMENT

Motions réglées

Motion 4 — L'hon. M. P. Robichaud. Adoption de la motion le 28 novembre 2012.
Motion 8 — L'hon. M. Higgs. Débat sur la motion le 11 décembre 2012 ; adoption de la motion le 11 décembre 2012.
Motion 13 — L'hon. M. P. Robichaud. Adoption de la motion le 6 décembre 2012.

AFFAIRES ÉMANANT DE L'OPPOSITION

DEUXIÈME LECTURE DES PROJETS DE LOI D'INTÉRÊT PUBLIC ÉMANANT DE L'OPPOSITION

7, *Loi modifiant la Loi sur les conflits d'intérêts des députés et des membres du Conseil exécutif.* M. Boudreau.
8, *Loi sur l'inscription des lobbyistes.* M. Fraser.
14, *Loi sur les lits de bronzage.* M. Arseneault.

MOTIONS ÉMANANT DE L'OPPOSITION

Motions pouvant faire l'objet d'un débat

Motion 1 — M. Kenny, appuyé par M. Haché, proposera, le jeudi 6 décembre 2012, la résolution suivante :
attendu que la fermeture imminente de la mine Xstrata, à Bathurst, entraînera directement et indirectement la perte de centaines d'emplois ;
attendu que l'économie du Nord a subi au cours des dernières années de nombreux revers en raison du déclin de diverses industries et que la fermeture de Xstrata ne fera qu'exacerber le ralentissement économique ;
attendu que la base de connaissances, le savoir-faire et les ressources humaines dans la région assureraient un excellent terrain de formation aux personnes intéressées à acquérir des compétences en matière d'exploitation minière ;
attendu que des compagnies minières à l'échelle mondiale cherchent des milliers de travailleurs qualifiés dans les métiers miniers ;
attendu que l'instauration d'un programme des métiers miniers et d'un centre d'excellence en exploitation minière, ainsi que les possibilités de recherche qui en découleraient, ouvrirait au nord du Nouveau-Brunswick d'importantes perspectives économiques ;
attendu que l'établissement de formation et le centre d'excellence aideraient tant le nord du Nouveau-Brunswick que l'exploitation minière dans l'ensemble du Canada ;
qu'il soit à ces causes résolu que l'Assemblée législative exhorte le gouvernement provincial à nouer un partenariat avec l'industrie minière et le gouvernement fédéral en vue d'établir un centre d'excellence en exploitation minière et un centre de formation à Bathurst après la fermeture de la mine.
Amendement proposé par l'hon. M. Soucy, appuyé par l'hon. M. P. Robichaud :
que la motion 1 soit amendée comme suit : **dans le paragraphe de la résolution, par la substitution, à tout ce qui suit « exhorte le gouvernement provincial à », de «continuer d'engager un dialogue avec l'industrie minière, le conseil des ressources humaines de l'industrie minière et le gouvernement fédéral au sujet de la possibilité d'établir, après la fermeture de la mine et de concert avec le Collège communautaire du Nouveau-Brunswick - Campus de Bathurst, un centre d'excellence en exploitation minière et un centre de formation collégial. »**
[Débat interrompu faute de temps.]

Motion 14 — M. Boudreau, appuyé par M. Collins, proposera, le jeudi 13 décembre 2012, la résolution suivante :
attendu que le gouvernement Alward n'a pas questionné le gouvernement fédéral sur la réduction des paiements de transfert fédéraux au Nouveau-Brunswick ;
attendu que le gouvernement Alward a refusé de prendre le gouvernement fédéral à partie au sujet des coûts de dépassement de 1 milliard de dollars occasionnés par EACL, une société d'État fédérale ;
attendu que le gouvernement Alward a décidé de ne pas défendre les intérêts du Nouveau-Brunswick en ne demandant pas une indemnisation quant aux millions de dollars en coûts additionnels que devra assumer la province relativement à la nouvelle loi omnibus fédérale sur la criminalité ;
attendu que le gouvernement Alward n'a même pas demandé au gouvernement fédéral une indemnité suffisante pour le maintien et l'entretien futurs du pont portuaire ;

attendu que le gouvernement Alward n'a pas exprimé de préoccupations à propos de la réduction du nombre d'emplois fédéraux au Nouveau-Brunswick ;
attendu que le gouvernement Alward ne s'est pas prononcé contre les réductions apportées par l'APECA aux agences de développement économique régional ;
attendu que le gouvernement Alward est resté muet au sujet des réductions apportées au Conseil national de recherches du Canada au Nouveau-Brunswick ;
attendu que le gouvernement Alward n'a pas défendu le Nouveau-Brunswick relativement aux modifications proposées de l'admissibilité à l'AE, qui auront des effets dévastateurs sur nos industries saisonnières, nos collectivités et notre population ;
attendu que le gouvernement Alward n'a pas réussi à convaincre le gouvernement fédéral de garder la Société canadienne du sang au Nouveau-Brunswick ;
attendu que le gouvernement Alward n'a pas réussi à convaincre le gouvernement fédéral de devenir son partenaire pour l'élargissement à quatre voies de la route 11 ;
attendu que le gouvernement Alward ne s'est pas battu contre la réduction des services ferroviaires au Nouveau-Brunswick ;
qu'il soit à ces causes résolu que l'Assemblée législative exhorte le gouvernement et l'opposition à coordonner la prise d'une position ferme au nom de la population du Nouveau-Brunswick en vue de s'élever contre des mesures du gouvernement fédéral qui ont des conséquences économiques et financières aussi néfastes pour le Nouveau-Brunswick.
[Débat interrompu faute de temps.]

Motion 15 — M. Fraser, appuyé par M. Boudreau, proposera, le jeudi 20 décembre 2012, la résolution suivante :
attendu que le gouvernement libéral précédent a lancé en 2009 une mobilisation publique sans précédent du secteur commercial, du secteur sans but lucratif et des gens qui vivent dans la pauvreté et a collaboré avec le chef de l'opposition à l'élaboration d'un plan bipartite de réduction de la pauvreté ;
attendu que le premier ministre, alors chef de l'opposition, a pleinement participé au processus de mobilisation et à l'annonce du plan de réduction de la pauvreté ;
attendu que le premier ministre, alors chef de l'opposition, s'est dit « fier » d'avoir participé au processus et a engagé son parti à mettre en oeuvre les recommandations du groupe de travail sur la réduction de la pauvreté ;
attendu que le premier ministre, alors chef de l'opposition, a dit, dans un article d'opinion publié par divers journaux provinciaux en novembre 2009, que nous devons en faire plus ;
attendu que, depuis qu'ils forment le gouvernement, les Conservateurs de M. Alward n'ont pas respecté ou ont reporté plusieurs échéances importantes dont il avait été convenu quant à la mise en oeuvre d'initiatives de réduction de la pauvreté ;
qu'il soit à ces causes résolu que l'Assemblée législative exhorte le gouvernement à collaborer avec l'opposition à la mise en oeuvre du plan de réduction de la pauvreté
et que l'Assemblée législative demande au gouvernement de fournir un calendrier pour la mise en oeuvre intégrale du plan de réduction de la pauvreté.

Motions portant dépôt de documents

Motion 3 — M. Arseneault, appuyé par M. Albert, proposera, le jeudi 6 décembre 2012, qu'une adresse soit présentée à S.H. le lieutenant-gouverneur le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre les documents — y compris la correspondance —, quel que soit le support, échangés depuis le 13 octobre 2010 entre, d'une part, les ministères, les organismes, les sociétés de la Couronne, les conseils et d'autres entités du gouvernement provincial et, d'autre part, Alexander Proudfoot.

Motion 5 — M. Fraser, appuyé par M. Arseneault, proposera, le jeudi 13 décembre 2012, qu'une adresse soit présentée à S.H. le lieutenant-gouverneur le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre les renseignements détaillés — y compris les dossiers de vol, la destination finale, la durée du séjour, les escales imprévues et les occupants —, quel que soit le support, relativement à l'exploitation et à l'utilisation depuis le 13 octobre 2010 de l'avion de la province ou de tout autre avion nolisé.

Motion 6 — M. Fraser, appuyé par M. Bernard LeBlanc, proposera, le jeudi 13 décembre 2012, qu'une adresse soit présentée à S.H. le lieutenant-gouverneur le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre les documents — notamment toute forme de correspondance —, quel que soit le support, échangés depuis le 13 octobre 2010 entre le ministère du Développement social, d'autres ministères, des organismes gouvernementaux ou des sociétés de la Couronne, des groupes de parties prenantes et des membres du personnel gouvernemental, notamment des ministres, des députés provinciaux et des membres du personnel de ministères, relativement aux personnes dont la demande d'aide sociale a été refusée parce qu'elles sont sans adresse permanente.

Motion 7 — M. Collins, appuyé par M. Kenny, proposera, le jeudi 13 décembre 2012, qu'une adresse soit présentée à S.H. le lieutenant-gouverneur le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre les documents — y compris la correspondance —, quel que soit le support, échangés depuis le 1er octobre 2010 entre le ministère de l'Énergie et des Mines, le Cabinet du premier ministre, le Bureau du Conseil exécutif, le ministère des Ressources naturelles et d'autres personnes ou sociétés relativement à l'engagement des services d'experts-conseils, de compagnies de communications et de compagnies de relations publiques pour fournir des conseils en matière de communication stratégique, de relations publiques, de marketing ou d'autres indications et documents du genre se rapportant aux discussions publiques sur les questions liées à l'exploration et à l'exploitation du gaz de schiste, notamment la correspondance, les notes de service, les contrats, les directives, les propositions et les factures ainsi que les renseignements détaillés de tous les coûts engagés pour de tels services.

Motion 10 — M. Arseneault, appuyé par M. Fraser, proposera, le jeudi 13 décembre 2012, qu'une adresse soit présentée à S.H. le lieutenant-gouverneur le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre les documents — notamment toute forme de correspondance —, quel que soit le support, échangés entre le ministère de la Santé, d'autres ministères, des organismes gouvernementaux, des sociétés de la Couronne, des groupes de parties prenantes et des membres du personnel gouvernemental, notamment des ministres, des députés provinciaux et des membres du personnel de ministères, relativement aux économies réalisées grâce aux prix des médicaments génériques.

Motion 11 — M. Doucet, appuyé par M. Arseneault, proposera, le jeudi 13 décembre 2012, qu'une adresse soit présentée à S.H. le lieutenant-gouverneur le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre les documents — notamment la correspondance —, quel que soit le support, concernant les consultations du ministère de la Sécurité publique au sujet du programme de permis de conduire progressif, depuis le 13 octobre 2010.

Motion 12 — M. Fraser, appuyé par M. D. Landry, proposera, le jeudi 13 décembre 2012, qu'une adresse soit présentée à S.H. le lieutenant-gouverneur le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre la liste, quel que soit le support, des routes désignées aux fins de travaux d'après le Système de gestion des actifs, selon l'ordre de priorité, y compris la date où elles ont été désignées et les coûts estimatifs de chaque projet, pour les années 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014.

Motions réglées

Motion 2 — M. Collins. Débat sur la motion le 6 décembre 2012 ; adoption de la motion amendée le 6 décembre 2012.
Motion 9 — M. Melanson. Débat sur la motion le 13 décembre 2012 ; rejet de la motion le 13 décembre 2012.

PÉTITIONS

1, M. Kenny — présentée le 4 décembre 2012 (retirée le 5 décembre 2012)
2, L'hon. M. Trevors — présentée le 11 décembre 2012.

RAPPORTS DE COMITÉS

Comité spécial de révision de la *Loi sur les langues officielles*
— rapport provisoire déposé le 5 décembre 2012.

Comité permanent des projets de loi d'intérêt privé
— premier rapport déposé le 13 décembre 2012.

RAPPORTS/DOCUMENTS

DÉPÔT AU BUREAU DE GREFFIER

Rapport annuel 2011-2012, ministère du Développement social
— déposé le 13 décembre 2012.

QUESTIONS ÉCRITES (Voir annexe A)

Donald J. Forestell,
greffier de l'Assemblée législative

ANNEXE A

QUESTIONS ÉCRITES

Question 1 De : M. Arseneault
À : l'hon. M. Flemming, c.r., ministre de la Santé

Le ministère de la Santé me donnerait-il une liste de tous les médicaments qui figurent au formulaire de médicaments sur ordonnance ainsi que le coût annuel de chaque médicament?